/DA

REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N°90-7 du 26 Janvier 1990

Portant création de la Commission
Ad hoc de répression disciplinaire
chargée de connaître des faits repro-
chés à Monsieur Moumouni CHOUBADE,
Infirmier Diplômé d'Etat en service
au Centre de Santé du District Rural
de Malanville.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU L'Ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée,
- VU Le décret N° 89-3 D du 5 Août 1989 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,
- VU L'Ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et de certaines infractions commis par les Agents de l'Etat et les Employés des Collectivités Locales,
- SUR Décision du Comité Permanent du Conseil Exécutif National en sa séance du 18 Octobre 1989,

DECRETE :

Article 1er. - En application de l'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1990 susvisées, il est créé une commission ad hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés à Monsieur Moumouni CHOUBADE, Infirmier Diplômé d'Etat en service au Centre de Santé du District Rural de Malanville impliqué dans une affaire de détournement de denier public commis au préjudice dudit centre.

Article 2. - La composition de la Commission est la suivante :

Président : Madame Bernadette HOUDEKANDJI épouse CODJOVI
du Ministère de la Justice et de l'Inspection des
Entreprises Publiques et Semi-Publiques ;

.../...

- Membres : Messieurs :
- Célestin ZEKPA,
de l'Inspection Générale d'Etat, Section
Financière ;
 - Mathias GOGAN,
de l'Inspection Générale d'Etat, Section
Administrative,
 - Emmanuel AZONHIN,
du Ministère du Travail et des Affaires
Sociales ;
 - Eliane ATCHOU,
du Ministère des Finances
 - Capitaine Célestin BANCOLE
 - Sergent-Chef Bernard BOGNONKPE
des Forces Armées Populaires du Bénin ;
 - Aristide AYOYOKPINHOUN
du Ministère de la Santé Publique.

Article 3. - La Commission qui déposera son rapport dans les trente (30) jours qui suivront sa saisine indiquera la date d'effet des mesures qu'elle aura préconisées.

Article 4. - Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 26 Janvier 1990

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Ampliations : PR 6 SGCEN 4 PRESIDENT ET MEMBRES D...